



**3<sup>ZA</sup> SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2025**  
**26 È 27 DI GHJUGNU DI U 2025**

**3<sup>ÈME</sup> SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2025**  
**26 ET 27 JUIN 2025**

**N° 2025/E3/041**

**Question orale déposée par Mme Josepha GIACOMETTI-PIREDDA**  
**Conseillère « non-inscrite »**

**OBJET : PROJET DE SOCIÉTÉ ET RÉVISION DU PADDUC**

Signore Presidente di u Cunsigliu esecutivu,  
Signore Presidente di l'AUE,

Publicazione annuale di l'INSEE nantu à l'evuluzione demografica, fatti d'attualità diversi venenu à cunfirmà l'elementi di una realtà che no cunniscimu tutti.

S'impuverisce a sucetà corsa, sottu à l'effetti di fattori multiplici frà i quali, un economia fundata pè maiurità nantu à predazione di ricchezze dà suddisfà l'unicu interessu particolare, una speculazione fundaria sfrinata. Senza parlà di e svie maffiose è u trafficu di droga.

In più di quessa, senza avè nisun mezu di cuntrollu, pieghemu sottu à u pesu di a culunizzazione di pupulamentu.

St'elementi danu materia à cumunicati di tutti i partiti naziunalisti, fra i quali quellu di a maiurità, chì chjamanu à l'azione.

Pò ci hè l'azione di a Cullettività di Corsica, u scartu hè di più in più maiò tra i discorsi è i fatti cuncretti.

Per esse chjari :

- Iè, u scartu hè maiò trà i mezi, e cumpetenze di a nostra istituzione è i bisogni veri di a Corsica è di i corsi
- Iè, duvimu ottene u trasferimentu di a fiscalità è u putere legislativu.
- Innò, a risposta ùn po esse solu a dinuncia di a mancanza di mezi è l'impossibilità d'agisce di mode efficace in u quadru attuale

- Innò, ùn sì pò purtà l'ambizione di un prughjettu naziunale limitendu si à l'amaru cunstatu di una situazione chì ci hè imposta.

L'azione istituzionale ùn basta, hè detta, mà ferma un arnesu maiò.

L'action de notre Collectivité doit pouvoir s'appuyer sur une politique qui, dans tous les domaines, pousse les curseurs au maximum et se décline en actions concrètes, en utilisant le moindre levier disponible, en faisant des choix clairs, et en assumant les rapports de force lorsqu'ils sont nécessaires. Il n'y a pas de place pour les tergiversations et la recherche systématique de consensus sans envergure.

Nous n'avons plus le temps.

Pour illustrer mon raisonnement quelques exemples :

- Sur la politique des déchets, vous affirmez votre opposition au projet de Monte mais, dans le même temps, il est entériné dans le Plan soumis au vote de l'Assemblée de Corse. Vous affirmez votre attachement à la maîtrise publique mais vous actez une privatisation de fait. Perchè a scelta ùn l'averiamu più è chì a situazione l'impunerebbe.

- Sur les effets de la colonisation de peuplement (que vous dénommez autrement) dénoncée à grands cris mais intégrée au détour d'un schéma d'aménagement sous le vocable « solde migratoire positif » comme un facteur de dynamisme et un atout de développement, ou tout du moins comme une fatalité à laquelle il faut se préparer. Perchè a scelta ùn l'averiamu più è chì a situazione l'impunerebbe.

- Sur la langue alors qu'une politique linguistique offensive tarde à se mettre en place on s'indigne, certes à juste titre, contre des décisions de justice prévisibles et les inepties d'un représentant d'un syndicat français servant un argumentaire anti-corse qui émerge peu à peu dans la société au fur et à mesure que la colonisation de peuplement avance. Perchè a scelta ùn l'averiamu più è chì a situazione l'impunerebbe.

- Sur le budget de la Collectivité, vous admettez que les 5000 arrivants annuels pèsent lourdement (notamment transferts de RSA de départements français vers la Collectivité de Corse). Les dotations d'état diminuent alors que les impôts augmentent.

A l'heure où vous évoquez la nécessité de négocier un nouveau pacte fiscal et budgétaire, va-t-on encore longtemps se contenter de l'affirmation que la Corse ne coûte pas cher à la France, sans jamais obtenir l'état des flux financiers réclamé à de multiples reprises ? Va-t-on le négocier comme le PTIC, dont les règles vous ont été imposées ? Va-t-on tarder à mettre en œuvre d'autres stratégies financières (Banque de développement, mobilisation de l'épargne, etc...)

Avenu qui torna acettà a limosina ? Perchè a scelta ùn l'averiamu più è chì a situazione l'impunerebbe ?

- Sur le Projet d'autonomie, vous annoncez que tous les possibles vont s'ouvrir, alors que les écritures constitutionnelles que vous avez entérinées ont déjà sacrifié l'essentiel (statut de résident premier élément vers une citoyenneté corse, co-

officialité, ...) : Parce que là aussi l'absence de rapport de force et le nécessaire consensus l'imposaient.

Si, comme vous le dites souvent, vous n'allez pas faire un projet pour les seuls nationalistes, j'ai tout de même la faiblesse de penser que les corses, y compris les non nationalistes, ont voté pour la mise en œuvre d'un projet d'émancipation nationale.

Monsieur le Président, vous ne pourrez répondre aujourd'hui à toutes ces problématiques qui relèvent de la mise en œuvre du projet global et du rôle de notre institution. Cette question n'est pas une attaque mais une alerte, une nouvelle fois.

En matière d'alerte, je rappelle que la procédure de révision du PADDUC a été engagée en novembre dernier avec beaucoup de retard.

Il s'agit, est-il besoin de le rappeler, d'un véritable projet de société même si nous le savons cela ne sera pas suffisant.

Le premier rapport d'étape définissant plus précisément les modalités, contours et périmètres de la révision, doit être présenté à notre Assemblée.

Quand le sera-t-il ?

Les terres agricoles changent de destination, la spéculation et l'artificialisation des sols s'accélèrent. Ogni ghjornu case è terre passanu in mane frustere.

Je sais l'ampleur de la tâche mais la situation nous commande d'aller vite.

Monsieur le Président de l'AUE, vous aviez affirmé vouloir un « PADDUC de combat », quitte à « être border line ».

Nous devons l'être dès maintenant et enraciner un modèle sans antinomie entre développement maîtrisé et préservation. Le temps de la révision ne peut être celui de l'inertie, en l'attente d'une hypothétique évolution favorable.

Des projets porteurs d'un autre modèle de révision n'attendent pas. Ils cherchent déjà à s'insinuer dans les brèches tirant profit des retards et se jouant des non-choix.

Quandu venerà l'ora d'aduttà a revisione di u PADDUC ùn si puderà accettà d'esse intrappulati è vutà perchè a scelta ùn l'averemu più è chì e cunsequenze di sta situazione si seranu imposte.